

**RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AU RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE INTERNATIONAL**

L'ACDI s'assure que tous les programmes bilatéraux d'aide au développement en Afrique intègrent les problèmes de VIH/sida. Par exemple, l'attention que l'ACDI porte au secteur de l'éducation donne une occasion d'intégrer la prévention et d'agir contre les incidences immédiates et à long terme du VIH/sida. En outre, l'ACDI continuera à tenir compte de la connaissance de la réalité actuelle et future du VIH/sida en Afrique qui peut changer la nature des interventions qu'elle finance. L'ACDI et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) travaillent, avec leurs partenaires du secteur humanitaire, à intégrer la prévention, les soins et la sensibilisation en matière de VIH/sida à leurs programmes d'intervention.

Une question d'ordre plus général est celle du VIH/sida et de la sécurité humaine. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) indique que dans les régions où le VIH/sida a atteint des proportions épidémiques, il détruit le tissu même de l'État – les particuliers, les familles et les communautés; les institutions économiques et sociopolitiques et même les forces militaires et policières. Cette situation a de lourdes conséquences sur la sécurité internationale (instabilité régionale et opérations de maintien de la paix, p. ex.), sur la sécurité nationale (services en uniforme, civils et militaires) et sur l'intervention humanitaire (populations vulnérables dans des contextes de crise et travailleurs humanitaires).

Le gouvernement est conscient du fait que les conflits alimentent la propagation du VIH/sida. Outre les programmes de prévention en temps de paix et à l'issue d'un conflit, l'intégration d'un volet VIH/sida dans le programme de la Banque mondiale appuyé par l'ACDI visant à démobiliser les soldats en Afrique centrale et dans la région des Grands Lacs aide à enrayer la propagation de la pandémie.

Dans le contexte de conflits et de catastrophes naturelles, les partenaires humanitaires sont encouragés à coordonner leurs interventions de façon plus efficace avec les acteurs du développement à long terme, notamment les gouvernements nationaux, qui sont les principaux responsables de la santé et du bien-être de leurs citoyens. En plus d'un dialogue permanent avec nos partenaires humanitaires, l'ACDI et le MAECI ont entamé des consultations interministérielles sur les possibilités pour le gouvernement d'intégrer de façon plus efficace les questions liées au VIH/sida aux programmes humanitaires et à la politique étrangère globale.

Le gouvernement convient que l'aide humanitaire nécessaire de toute urgence peut aider les victimes du VIH/sida. Cependant, en raison de sa nature même, l'aide humanitaire peut seulement aider à enrayer partiellement la propagation de la maladie. Ce sont des programmes de développement à long terme qui peuvent être les plus efficaces en matière de prévention de la propagation du VIH/sida. Les secteurs les plus touchés par la pandémie (comme l'agriculture, la santé, les services sociaux, l'éducation, la fonction publique) sont le point de mire de la plupart des programmes bilatéraux de l'ACDI. Finalement, l'ACDI répond aux besoins croissants de services de santé